

FACE À L'ÉPIDÉMIE : SE VACCINER, SE MOBILISER, COMBATTRE LA RÉPRESSION

Les annonces du gouvernement révèlent une fois de plus son incompétence. Face à l'épidémie, il n'a pratiquement qu'une réponse : la contrainte, les interdictions, les obligations, et la répression... Et aucune réponse sur le long terme pour en finir avec l'épidémie et ses causes.

LA CONTRAINTÉ EN GUISE DE POLITIQUE DE SANTÉ PUBLIQUE

Avec le « pass vaccinal », la vaccination est maintenant obligatoire pour les loisirs, les restaurants et cafés, les transports interrégionaux... Un test négatif reste obligatoire pour l'accès aux établissements de santé, alors que ces tests restent non remboursés pour les non-vaccinés. Ces mesures isolent et discriminent celles et ceux qui ne se vaccinent pas, la plupart du temps en raison de difficultés d'accès ou par méfiance vis-à-vis des politiques de santé. Nous refusons le pass vaccinal comme nous avons refusé le pass sanitaire.

Parmi les autres mesures contraignantes, on notera également l'interdiction de la consommation debout dans les bars, le port du masque en extérieur dans certains centres-villes ou l'interdiction de manger dans les trains...

DES MESURES RADICALES POUR ARRÊTER L'ÉPIDÉMIE

Le variant Omicron met effectivement en danger la population car, s'il semble moins dangereux que le Delta, il est bien plus contagieux et plus résistant aux vaccins. Mais les réponses répressives ne sont pas efficaces, on le voit depuis le début de l'épidémie. Il faut des mesures qui répondent à l'urgence et aux causes profondes de l'épidémie :

- Une vaccination de masse, passant par la conviction et non la contrainte, et s'appuyant sur le contrôle et la réquisition des laboratoires pharmaceutiques ;
- La levée des brevets, condition pour

que cette vaccination soit effective sur l'ensemble de la planète, et donc pour éviter l'émergence de nouveaux variants ;

- Des moyens massifs pour dépister fréquemment, notamment dans les écoles et l'ensemble des services publics ; la gratuité des masques et des tests pour touTEs ; des aérateurs et tests de CO2 dans les espaces où se trouve du public...

- La réduction du temps de travail, un télétravail sous le contrôle des salariéEs, en fonction des dangers réels, des besoins, des priorités dans la production (avec en particulier l'arrêt des productions inutiles).

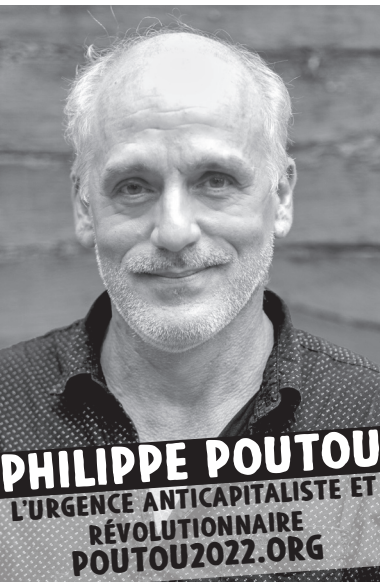
POUR UNE ACTION MASSIVE DE LA POPULATION

Selon la DREES, un organisme ministériel, 69 000 places d'hôpital ont disparu entre 2003 et 2017, et cela a continué depuis. Macron, Castex et Vèran sont d'une hypocrisie sans limite : ils réduisent les moyens dans la santé et font mine de s'étonner des difficultés à faire face au Covid !

La politique qu'il faut mener, et que nous défendons dans le cadre de la campagne de Philippe Poutou, est à peu près l'opposé de ce qu'ils font : il ne faut pas contraindre mais convaincre. Il ne faut pas réduire le nombre de personnels dans la santé mais au contraire recruter 200 000 personnes, en augmentant les salaires, et associer largement la population à la lutte contre l'épidémie. Il ne faut pas subventionner des labos qui font des profits, mais les réquisitionner pour mettre leur activité sous contrôle public.

La seule solution pour imposer de telles mesures et faire face à la politique inefficace et antisociale du gouvernement, c'est de se mobiliser, de construire un rapport de forces au côté des personnels de santé et de l'ensemble des classes populaires, pour reprendre le contrôle sur notre santé et sur nos vies.

Mardi 28 décembre



l'Anticapitaliste
lantcapitaliste.org hebdo mensuel émission

POUR PRENDRE CONTACT

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil
Ou par mail à : contact@npa2009.org

Nom : Prénom : Ville :

Tél. : Mail :

